

Ghosn au TCR :
Un an après,
le retour

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 18 octobre 2011

Gauche, droite, ne marchons plus au pas

Ça y est ! Le PS a enfin son candidat. Non pas que François Hollande soit différent, sur le fond ou même la forme, de sa rivale Martine Aubry, tous les deux d'accord sur le maintien des 41,5 annuités pour les retraites, une réforme contre laquelle tant de travailleurs s'étaient mobilisés il y a un an.

Hollande, comme Sarkozy, dit qu'il ne sera « pas le président qui accroîtra la dette », sous-entendant ainsi qu'il faudra se préparer à l'austérité. Il veut bien, dit-il, que les banques soient passées « sous le contrôle partiel de l'Etat ». Mais que reste-t-il d'un contrôle qui ne se veut déjà que « partiel » ? Et surtout de ce même Etat qui a protégé l'escroquerie en grand des banques et encouragé la spirale de la spéculation financière !

En clair, Hollande (comme Aubry... comme Sarkozy !) promet le renflouement des pertes à la demande des banques, sur le dos des salariés contribuables, des services publics et sociaux. Le voilà le programme du PS. Et quand il s'agit de jouer le sauveteur des banques à coup de milliards, comme pour Dexia ces derniers jours, la dette n'est un problème ni pour l'UMP, ni pour le PS. Pas de quoi effrayer le patronat dans tout cela. Bien au contraire.

A quoi sert l'alternance au gouvernement

En réalité, le patronat connaît désormais le nom de son candidat de « l'alternance », Hollande donc, une fois que le président en exercice, Sarkozy, s'est trop discrédité pour pouvoir imposer aux travailleurs l'inacceptable. C'est à cela que sert l'alternance au gouvernement : espérer refaire marcher les travailleurs au pas rythmé d'un « gauche, droite, gauche, droite... ».

Car à quoi sert cette gauche de gouvernement, finalement, si ce n'est à fournir de temps à autre le candidat de rechange dont le patronat a besoin pour faire payer sa crise aux travailleurs ? Et si en prime le PS peut avoir le soutien plus ou moins affirmé des directions syndicales, plus préoccupées de négocier en coulisses les mesures bidon de Hollande (style « contrat de génération ») qu'à préparer la riposte

nécessaire du monde du travail, pourquoi les patrons s'en inquièteraient-ils ?

Le patronat, lui, n'a pas attendu les élections, et a fortiori les primaires soi-disant « socialistes », pour annoncer et mener ses attaques. Comme vient de le montrer, entre autres, le PDG de PSA qui fait payer les fluctuations des ventes aux salariés de son groupe, ainsi qu'à ceux des équipementiers et sous-traitants qui licencient à tour de bras. Et cela, au moment où les bénéfices des constructeurs ont explosé : 1,2 milliards pour Renault, 800 millions pour PSA.

Les indignés et les révoltés du monde entier n'attendent pas les élections

Dans cette guerre de classe que mène le patronat (et le gouvernement) contre nous, c'est le rapport de force qu'il va falloir inverser. Les candidats prétendument « de gauche » veulent sauver le capitalisme qui pourrit sur place, au moment où des travailleurs dans le monde entier luttent contre les plans d'austérité :

- en Espagne contre un gouvernement de gauche,
- en Grèce où les occupations des ministères non moins « de gauche » se multiplient,
- à Mayotte (département français) où la population fait grève contre le chômage et une hausse de 60 % du coût de la vie en 4 ans,
- et même aux Etats-Unis, où les Indignés occupent la bourse de Wall Street à la barbe du gouvernement Obama qui envoie la police contre les manifestants.

Quelque 200 000 personnes ont exprimé leur colère la semaine dernière, lors des différentes manifestations qui ont eu lieu mardi 11 octobre. Mais pour faire reculer le patronat il faudra bien autre chose que ce type de journées d'action. Il faudra une riposte d'ensemble et faire converger les luttes qui se multiplient sur le territoire et bien au-delà. Afin que plus un travailleur, en France, en Europe ou dans le monde, ne se trouve isolé face à la crise et aux attaques patronales soutenues par les gouvernements de droite comme de gauche.

Carlos gone, Carlos back

« Il n'y a qu'un seul patron chez Renault et c'est moi. ». Accusé de ne pas assez se consacrer à Renault et trop à Nissan, Ghosn lance une opération de charme visant à « reconquérir » Renault. Il annonce dans les médias qu'il sera « davantage présent en France », et qu'il va reprendre la main sur le haut de gamme, les ressources humaines, la communication ou la sécurité. Avec l'annonce la semaine dernière du décalage du plan gamme, six mois à peine après son lancement par le même PDG, ça commence plutôt mal.

« J'avais trop délégué. Il y a eu des débordements », selon Carlos 1^{er}. La responsabilité dans l'affaire d'espionnage ou dans l'ambiance délétère chez Renault, ce n'est donc pas lui : ce sont les autres. Reste à savoir si les salariés de Renault réclament plus de Ghosn... ou moins de Ghosn ?

A la dérobee

Carlos Ghosn cherche aussi à redorer son blason auprès des syndicats. Il reçoit ceux du Technocentre aujourd'hui mardi 18 octobre, mais après 17h30. Histoire de ne pas de se faire interpellé par plusieurs centaines de salariés comme l'an dernier, le 4 octobre 2010, lors de sa venue dans les ateliers de la Ruche.

Monsieur 10 % au Technocentre

Les rassemblements de protestation des salariés du Technocentre ont fini par obliger Ghosn à tenir sa promesse, faite le 4 octobre 2010, de revenir au TCR. Celui-ci va donc rencontrer des représentants syndicaux.

Ghosn va-t-il faire encore des discours et des promesses ? Ou répondre aux revendications salariales répétées de nombreuses fois dans la Ruche. A savoir 10 % d'Augmentation Générale de Salaire (AGS) pour les APR, les ETAM et les cadres, avec 300 € minimum

Le PDG a déjà montré l'exemple en se donnant 10 % d'augmentation chez Nissan en 2010.

Le PERCO qui fait du jus de chaussette

Espoir déçu pour les fans du PERCO, le Plan d'Épargne Retraite Collectif que Renault vient de finaliser. Le salarié qui en aura les moyens pourra verser dans le PERCO des jours de CTI, de CEF, des UPA, son intéressement ou des versements volontaires. Mais l'entreprise n'abondera que de 25 % et uniquement sur le Capital Temps Individuel (CTI). On est loin des retraites chapeau que s'octroient les membres du CEG !

Sans compter que le PERCO sera placé sur les marchés financiers. Vu l'instabilité financière actuelle, pas sûr que la Bourse soit le meilleur endroit pour y confier son complément de retraite...

Le PERCO n'a de collectif que son nom : c'est un système basé sur le chacun pour soi et dangereux.

Pour débiter le rattrapage de salaire

Renault a jusqu'au 31 octobre pour négocier sur la prime dite « sur les dividendes » promise par Sarkozy. Cette prime, exonérée de cotisations sociales jusqu'à 1200 € par salarié, n'est obligatoire que pour les entreprises de plus de 50 salariés qui ont versé des dividendes supérieurs aux deux années précédentes. Mais le gouvernement n'a fixé aucun minimum. A Securitas, les patrons ont eu le culot de proposer 3,50 € !

Avec 1,25 milliards d'€ de bénéfices au 1^{er} semestre 2011 et 11 autres en trésorerie, la direction de Renault a les moyens de verser la prime maximum. Ce ne serait qu'une petite partie de ce qu'elle doit aux salariés.

Des bus à la Saint-Glinglin-en-Yvelines

Longues attentes et retards fréquents : la correspondance à la gare de Saint-Quentin-en-Yvelines, résultat de la suppression de la desserte directe du TCR des bus 500, est synonyme de galère pour nombre de salariés, qui voient leur temps de transport augmenter.

La direction avait pourtant juré que les temps de trajet n'augmenteraient pas. Avec une correspondance en plus, cette promesse relevait soit d'un tour de magie, soit d'une arnaque. Et comme il n'y a pas eu de magie...

La Sovab contrainte de reculer

Après 12 jours de grève, les salariés de la Sovab à Batilly (Lorraine), filiale à 100% de Renault, ont repris le travail hier lundi 17 octobre.

La grève fait suite à l'annonce d'une montée en cadence du Master. Réplique des grévistes (400 sur 1700 salariés en CDI) : 1 000 € net pour compenser les pertes de pouvoir d'achat des dernières années et une prime de 200 €/mois en contrepartie des modifications d'horaires. Face au blocage du site, la direction de la Sovab a dû lâcher du lest : une prime de 450 € pour tous (grévistes et non grévistes) et le paiement de 15 h de grève.

Pas assez ? Sûrement. Mais les grévistes se sont fait respecter. La prochaine fois, il faudra s'y mettre plus nombreux et tous les sites ensemble.

FPDA : leur combat, c'est le nôtre

Alors que les salariés des Fonderies Du Poitou Aluminium (FPDA) près de Châtelleraut entament leur 7^e semaine de grève contre un plan qui baisserait de 25 % leur salaire, Montupet, qui a racheté FPDA en 2009, vient de déclarer hier la Fonderie en cessation de paiement. Une étape vers la recherche d'un repreneur... comme Renault, ancien propriétaire et principal client ?! Mais à quelles conditions ?

Baisses d'effectifs et volonté de faire payer aux salariés la réduction des coûts : c'est le discours de tous les patrons, de Montupet à Renault, en passant par PSA ou Arcelor. Contre le chantage patronal, une seule solution : le tous ensemble !